



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

18/03/2020

Rapport au Bureau National du 18 mars 2020.

Chers camarades,

Nous tenons notre Bureau National dans des conditions particulières compte tenu des restrictions dans les transports et la disponibilité des salles de réunion, conditions dues à la gestion gouvernementale de l'épidémie de Corona virus.

La visioconférence est un moyen utile pour maintenir une activité politique indispensable et nécessaire au vu de la situation que vivent les peuples de la planète et du nôtre en particulier.

Il est clair que l'actualité est totalement dominée par l'épidémie et sa gestion pour le moins contestable en cours. Toutes les informations sont exclusivement consacrées à cette maladie et nous devons en tirer l'analyse d'un point de vue politique la plus claire possible pour donner à comprendre cette situation, les décisions prises par le gouvernement, les positions politiques des partis, et surtout notre avis de parti révolutionnaire.

Notre bureau sera donc consacré essentiellement à notre analyse des événements dont on se rend bien compte qu'ils prennent une gravité rarement connue, les déclarations de Macron lundi soir en font état, nous y reviendrons.

Tout d'abord, il faut rappeler que la planète est confrontée régulièrement à ce genre d'épidémie virale qui, à chaque apparition a des conséquences différentes selon la capacité des systèmes de santé en vigueur dans chaque pays à y remédier.

Lorsque l'on parle de politique de santé, la question fondamentale que nous devons poser est : qui maîtrise ? Par qui est-elle dirigée ? Dans quel but ?

La gravité des épidémies, leurs conséquences se mesurent à la qualité des systèmes de santé en place et nous serions irresponsables si, comme le fait la majorité des partis politiques, nous ignorions cette question essentielle.

Certes le plus parfait des systèmes de santé n'empêchera jamais les virus de circuler, mais il doit permettre de répondre le plus rapidement possible aux problèmes posés aux populations.

Tout dépend donc de la politique sociale menée dans chaque pays par chaque gouvernement.

L'épidémie atteint aujourd'hui 120 pays et les conséquences seront à l'image des systèmes de santé existants, issus des politiques en place.

Nous disons souvent que le capitalisme domine la planète, donc il domine les systèmes de santé, mais de manière plus ou moins avancée selon l'histoire sociale de chaque pays.

On ne peut pas en effet comparer le système de santé en Afrique avec celui d'Asie ou des USA, mais ce que nous pouvons dire, c'est que le capitalisme les domine tous avec le même but : en tirer profit.

En Europe, ils sont différents d'un pays à l'autre mais dépendent également des rapports de forces politiques en présence et force est de constater qu'aujourd'hui, ce sont les multinationales qui dominent : l'industrie pharmaceutique en matière de médicaments, on peut d'ailleurs en mesurer les conséquences notamment par l'existence de pénuries récurrentes et qui se multiplient.

La fabrication des équipements médicaux dont on parle beaucoup aujourd'hui est maîtrisée par 30 puissantes multinationales qui réalisent 90 % du chiffre d'affaires mondial.

19 sont américaines dont Johnson est le leader mondial, et d'autres comme Baxter, Becton, Général Electric, Siemens, Philips, Medtronic, Striker, Zimmer, Abbott, Coulter.

En Europe Siemens, Braun, Fresenius, Hartmann, Roche, Alcon. En France Essilor et BioMérieux sont les multinationales dominantes.

Les consommables médicaux (comme les masques et les gants) représentent la plus grande partie du chiffre d'affaires (24 %).

Il est donc très clair que les systèmes de santé de la planète sont dominés par des multinationales qui se concurrencent entre elles et qui font des profits considérables au détriment d'un besoin fondamental qui est la santé des populations.

L'épidémie actuelle, mais aussi toutes les autres, l'accès à la santé, la maladie, sont donc soumis aux lois du marché comme l'a indiqué Macron lors de ses interventions télévisées en donnant l'illusion qu'il fallait en sortir.

Chiche ! Parlons-en !

Comme nous l'avons souligné dans les articles produits sur notre site, en France les attaques permanentes depuis des décennies contre le système de santé publique et la protection sociale ont fortement dégradé l'ensemble du système de santé.

La destruction des systèmes solidaires ne date pas d'aujourd'hui. En premier lieu la Sécurité Sociale, attaquée sitôt sa mise en place au lendemain de la libération car financée par une part des richesses créées que les patrons n'ont jamais accepté de céder.

Le processus de destruction de la Sécurité Sociale s'est accéléré depuis le milieu des années 70 par des « réformes » innombrables, 22 plans, une loi constitutionnelle (1996), une loi organique (96 et 2005), 17 lois de financement. Pour assurer la maîtrise de la Sécurité Sociale par le patronat, Mitterrand permit l'organisation d'élections paritaires, pour remplacer la gestion des travailleurs. L'instauration du financement par l'impôt (CSG).

Personne, aucun gouvernement ne tentera de revenir à une gestion démocratique de la Sécurité Sociale.

Depuis, la Sécurité Sociale, les dépenses de santé font l'objet d'un budget d'état soumis au pouvoir politique dont on sait qu'il a toujours été au service des intérêts capitalistes.

Les conséquences sont terribles, les dépenses de santé, de protection sociale sont nommées aujourd'hui « déficits » qu'il faut « résorber », un « pognon de dingue qu'il faut réduire ». Objectif : privatiser la santé publique, la livrer au privé car les dépenses de la protection sociale représentent 850 milliards que les patrons convoitent avidement pour gonfler leurs profits.

Est-ce cela que Macron veut, comme il l'a prononcé dans ses interventions « sortir de l'économie de marché » (du capital) ? Est-ce que la Sécurité Sociale, modèle de solidarité nationale va être rendue aux travailleurs, à celles et ceux qui la financent ?

Évidemment personne n'y croit. Le discours guerrier employé lors des interventions télévisées consiste à utiliser un grave problème de santé pour le transformer en plébiscite de l'action gouvernementale et en masquer les responsabilités. Cela s'appelle de la manipulation.

Comment peut-il vanter sans retenue le mérite (réel) des personnels de santé alors qu'ils luttent depuis 18 mois pour arrêter la casse de l'hôpital public, pour son développement, et réprimer violemment les manifestations et se prévaloir d'une reconnaissance larmoyante envers ces mêmes personnels ?

Des dizaines de milliers de lits d'hôpitaux supprimés, des hôpitaux, des services fermés dans un flot continu, un secteur de la recherche scientifique de plus en plus au mains du privé, et Macron qui d'ailleurs a consulté ses « prédécesseurs » qui en connaissent un rayon, vient pleurer devant les caméras pour tenter de camoufler la responsabilité des gouvernements qui se sont succédés. Macron qui, pour se dédouaner des contradictions multiples des mesures prises depuis le début de l'épidémie, se retranche derrière une mystérieuse « communauté scientifique » dont on sait qu'elle émet des avis différents.

La guerre, ils l'ont mené tour à tour contre l'hôpital public, contre l'ensemble des personnels de santé en supprimant des emplois et par conséquent contre le peuple en réduisant drastiquement ses protections.

Oui, s'il faut mener la guerre, c'est contre le capital et ses serviteurs pour en débarrasser la société !

Cette crise sanitaire est un révélateur de l'État du monde comme nous l'avons déjà exprimé sur notre site.

Le monde est dans l'état où l'a conduit le capitalisme.

Les systèmes de santé bien sûr mais aussi l'état des Nations qu'il cherche à détruire, à déstructurer car pour ce système, seul le profit compte, les nations ne comptent pour rien car elles sont des repères collectifs composés de peuples qui s'identifient au travers de leurs luttes, de leurs acquis, de leur histoire sociale.

Le capital veut régner partout sans frontières ni obstacle au profit.

On en mesure les résultats aujourd'hui.

Il suffit que la Chine s'arrête pour des raisons sanitaires pour que l'économie mondiale soit affectée.

Les délocalisations massives des productions en Chine, en Inde ou ailleurs ont produit en France des fermetures de sites, des licenciements massifs au nom du profit.

Les délocalisations dans les pays à bas coûts sont et restent le modèle économique imposé.

L'industrie, la fabrication de biens d'équipement sont remises au choix des multinationales indépendamment des besoins à satisfaire.

Les profits productifs explosent mais ne sont pas suffisants, la spéculation financière permet d'accumuler plus vite des masses d'argent considérables qui ne sont pas investis dans les productions utiles mais sur des valeurs virtuelles qui ne cessent de gonfler et provoquer ce que l'on appelle les « bulles » boursières qui, comme leur nom l'indique, vont finir par exploser faute de capitaux suffisants pour rentabiliser toujours plus les valeurs boursières.

La crise sanitaire mondiale est l'occasion rêvée pour dégonfler ces « bulles » boursières et les ramener à un niveau qui va permettre de poursuivre, jusqu'à un nouveau krach, la spéculation financière sur des valeurs devenues de nouveau rentables.

Plus le processus est rapide et plus le capital, même si cela fait quelques dégâts, s'y retrouve. Nous l'avons vu lors de la « crise des subprimes » en 2008, les profits ont rapidement explosés dès 2010.

Depuis que les bourses mondiales existent, ces cracks boursiers sont réguliers et engloutissent des masses d'argent incroyables sans aucune utilité pour satisfaire aux besoins des peuples.

Chacun a pu remarquer la chute vertigineuse des profits boursiers après une année 2019 où ils ont explosé sans lien avec l'appareil productif. La récession mondiale était même annoncée depuis fin 2018, les économistes du capital confirmaient sans cesse sa proximité et sa gravité.

Les mesures prises en Chine, l'arrêt des productions a produit ses effets en répercutant sur l'économie mondiale des difficultés grandissantes dues à l'absence de ces productions.

Il en fallait pas plus pour entraîner également une panique boursière ou les spéculateurs se sont précipités pour engranger les profits spéculatifs, ce qui a produit une chute rapide des valeurs boursières.

Depuis début février, ce sont 6000 milliards de dollars qui sont partis en fumée, c'est l'équivalent des produits intérieurs brut de l'Allemagne et de la France cumulés.

Ces 6000 milliards sont bien réels saufs qu'ils n'ont pas été utilisés pour le progrès humain car ce n'est pas le but que s'octroie les « investisseurs » des places boursières.

Faire de l'argent sur des valeurs et des cotations fictives c'est un moyen pour le capital d'accumuler toujours plus de profits sans compter que les cracks boursiers ont toujours permis plus de concentrations capitalistiques dans cette concurrence destructrice entre multinationales qu'elles soient de la finance ou de l'industrie.

De quoi parle Macron lorsqu'il dit : « les biens et services qui doivent être placés en dehors des lois du marché » ?

S'agit-il de nationaliser les productions ? À quoi vont servir les 300 milliards « mobilisés », autrement dit octroyés aux patrons qui s'en réjouissent ?

A qui vont être attribués les 45 milliards destinés à accompagner les mesures sociales ? Les patrons sont évidemment exonérés de toutes mesures, sauf pour ce qui concerne l'exonération de cotisations fiscales et sociales qui vont de nouveau aggraver le financement de la Sécurité Sociale au moment où on en a le plus besoin.

300 milliards plus les 45 milliards (qui ne sont pas les chiffres définitifs), c'est pratiquement le budget de l'État, il faut donc s'attendre très rapidement à ce que ce soit le peuple qui paie l'addition.

Et les entreprises ?

Alors que les richesses créées, (2500 milliards) produites par le travail devraient revenir au peuple, elles restent la propriété du capital et c'est sans sourcilier que Macron appelle à la solidarité, à l'« union nationale ».

Mais il est bien entendu que les mots solidarité et capital sont aussi antagoniques que capital et travail.

Quant à « l'union nationale » nous refusons fermement d'y souscrire face à la « guerre » qu'il faut mener, le couplet a déjà été utilisé toujours dans le même but lors de la lutte contre le terrorisme, le réchauffement de la planète, les épisodes de canicule etc....

Aujourd'hui, c'est une crise sanitaire qui est utilisée car il s'agit de venir au secours du capital que toutes les équipes gouvernementales successives ont développé.

Ignorer ses responsabilités, tout faire pour les masquer, rendre impossible tout débat sur le type de société dans laquelle nous vivons, comment en sortir et en changer, c'est le but de la manipulation.

Plus le ton est grave et les mesures contraignantes, plus la manipulation est grossière.

Pour se donner une image sociale, le gouvernement multiplie les annonces : suspension du projet de retraite capitaliste, report des mesures concernant les chômeurs contenus dans la réforme de l'Unedic. Il est bien entendu qu'il ne s'agit là que de reculer pour mieux sauter, le pouvoir n'a jamais renoncé à ses réformes, il s'agit de créer l'illusion pour renforcer encore l'image d'une « union nationale » qui a du plomb dans l'aile, faire taire les luttes, les ignorer.

Continuer la lutte contre cette politique, la renforcer, c'est la seule voie possible pour que cela change vraiment

Les partis politiques ont tous salués les décisions de Macron, sans épargner les critiques avant le premier tour des élections municipales. Élections marquées par la forte abstention qui n'est pas due uniquement à l'épidémie, mais aussi au rejet de la politique actuelle. L'échec des candidatures « En marche » montre ce rejet, il fallait à Macron pour avoir maintenu le premier tour, une photographie grandeur réelle des effets de sa politique. Il est fixé aujourd'hui, le ton et la teneur de ses interventions télévisées, son discours ferme et guerrier de « chef d'État » qui prend les affaires en main n'est pas innocent, il est le serviteur du capital et il entend le rester, le duel Macron Le Pen pour la présidentielle de 2022 est déjà engagé.

Marine Le Pen qui réclamait à cor et à cri la fermeture des frontières est satisfaite mais pour se démarquer, elle demande un renforcement des mesures de confinement.

La droite approuve.

Les partis dits de « gauche » voient dans le discours politique de Macron un changement de cap, l'échec du système libéral selon Mélenchon qui voit un président de la république «changer de chasuble » !

Le Parti Communiste Français lui emboîte le pas en expliquant que le capitalisme est malade du Corona virus, et qu'il est temps que « s'ouvre l'ère de l'humain et de la planète ».

Ces analyses évitent soigneusement d'évoquer la bataille à mener pour éliminer le capital, elles entretiennent les illusions, ce que Macron se démène à faire.

Mais personne ne s'interroge sur les mesures liberticides, d'atteintes à la démocratie mise en œuvre. En vertu de quelles dispositions législatives, constitutionnelles, les mesures prises pour faire face à la crise sanitaire ont été appliquées ? « L'état d'exception » deviendrait-il le mode ordinaire de gouvernement ? L'atteinte aux libertés individuelles et collectives un moyen de gouverner ? N'est-on pas au cœur d'une manipulation avec cette crise sanitaire ?

Les partis politiques ne se posent pas ces questions, préfèrent se ranger derrière « l'unité nationale » voulue par Macron, Hollande avait déjà utilisé ce moyen lors des attentats à Paris.

Comme on le voit, l'intense bataille idéologique menée depuis des mois trouve de nouvelles sources d'illusions, d'impasses et de pièges divers avec la crise sanitaire, ses conséquences sociales et économiques.

Les chefs d'états européens qui utilisent l'épidémie de la même manière volent au secours de leurs multinationales respectives en débloquent des milliards d'euros alors que leurs pays croulaient sous la dette publique comme l'Italie ou l'Espagne.

Les États-Unis pour leur part vont apporter une « aide » de 850 milliards de dollars à leurs entreprises alors que le système de santé aux USA est réservé aux plus riches, il est la propriété des assurances privées qui dégagent des profits considérables laissant les plus pauvres sans accès à la santé.

Cette épidémie mondiale révèle un capitalisme incapable de répondre aux besoins humains, ce n'est pas hier que nous l'avons appris, mais cette réalité éclate au grand jour.

La pandémie révèle la faiblesse des systèmes de santé, les dégâts économiques et sociaux, les conséquences pour les peuples. Dans les hôpitaux en France aujourd'hui, on assiste à la sélection des malades selon la gravité des pathologies pour pallier au manque de moyens.

La nouvelle mesure envisagée par les états européens pour « sauver l'économie » comme le suggère le journal « les Échos », qui ne voit rien d'autre à sauver, serait la nationalisation des entreprises en difficulté.

En clair, il s'agirait de mettre les budgets des états à contribution pour « sauver » les entreprises, payer les dettes et ensuite permettre au capital, lorsque les affaires sont réglées, de reprendre l'exploitation du travail salarié comme auparavant. Nous connaissons ce genre de manœuvre déjà utilisée à de nombreuses reprises sous tous les gouvernements.

Ainsi les profits sont préservés et peuvent poursuivre leur développement.

Il s'agit en fait de nationaliser les dettes en faisant payer le peuple et de privatiser les profits en l'exploitant.

Une nationalisation ne peut exister tant que le capital maîtrisera les productions, les services et l'ensemble des secteurs de la société. Nous n'en sommes pas là, loin s'en faut.

Chers camarades,

Plus que jamais nous devons être mobilisé, en sachant les restrictions qui sont imposées, pour expliquer notre politique, lever les pièges, démontrer la force de nos arguments.

Le confinement est contraignant, nous ne pouvons pas distribuer nos tracts et journaux, servons-nous autant que faire se peut des outils informatiques à notre disposition. Prenons des contacts, voyons avec nos adhérents les possibilités de visioconférences.

Une chose est sûre : pas de pause politique, au contraire, nous avons besoin de faire comprendre la situation, son origine, ses responsables, l'engagement politique nécessaire pour que ça change vraiment.

Non, Macron n'a pas déclaré la guerre à l'épidémie car il fait la guerre aux moyens de la combattre.

Il n'y a qu'une seule guerre à déclarer, celle contre le capital, une guerre totale jusqu'à sa disparition.

Place au débat.